



RENDU EXECUTOIRE LE

**2 9 JUL. 2022**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 28/07/2022

Reçu en préfecture le 28/07/2022

Affiché le

**SLO**

ID : 086-228600011-20220728-22\_A\_SE\_0209-AR

DGAS  
Service des Etablissements  
39 rue de Beaulieu  
86034 POITIERS CEDEX

**ARRETE N° 2022-A-DGAS-DA-SE-0209**  
**du 2 8 JUL. 2022**

Portant augmentation de la capacité d'accueil non médicalisé et changement de dénomination suite au projet de reconstruction du Foyer de vie du Chillou, par transformation de l'offre médico-sociale gérée par l'APAJH 86,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles visé en ses articles D 313-2 et suivants, L 313-1 et suivants et L 312-1 et suivants ;

VU l'instruction N° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en oeuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens 2017-2021 conclu avec l'APAJH 86 et signé le 30 juin 2017, et son avenant signé le 14 mars 2022 ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0210 du **2 8 JUL. 2022** fixant les conditions d'habilitation à l'aide sociale de l'E.A.N.M. « Foyer de vie les Minimes », géré par l'APAJH 86 ;

**CONSIDERANT** que la mise en œuvre de la nouvelle nomenclature de FINESS induit la modification d'intitulé pour la catégorie d'établissement, le type d'accueil et le public accompagné ;

**CONSIDERANT** le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens en vigueur par lequel une transformation de l'offre progressive (diminution de places de foyer d'hébergement au profit de l'augmentation de places de foyer de vie et de SAVS avec la notion de file active et fermeture de places de sections annexes) a été organisée depuis 2017, permettant de concilier la nécessité de faire correspondre l'offre aux besoins du territoire de la Vienne et celle de prendre en compte les nouveaux besoins de la population accueillie dans les ESSMS du secteur du handicap ;

**SUR** proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

## ARRETE :

**Article 1<sup>er</sup> :** L'Association pour Adultes et Jeunes Handicapés de la Vienne (APAJH 86), à MIGNE-AUXANCES (86), est autorisée à :

- faire évoluer le foyer de vie du Chillou en un Etablissement d'Accueil Non Médicalisé nommé E.A.N.M. « Foyer de vie Les Minimes », pour adultes avec déficience intellectuelle,
- procéder à son déménagement sur le site des Minimes suite aux travaux de reconstruction,
- augmenter sa capacité d'accueil de 8 places d'hébergement permanent, de 3 places d'accueil de jour et d'une place d'hébergement temporaire supplémentaires.

En conséquence, la capacité de l'E.A.N.M. « Foyer de vie Les Minimes » est portée à 33 places d'hébergement permanent, 8 places d'accueil de jour et d'une place d'hébergement temporaire.

**Article 2 :** Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées comme suit au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) :

### 1°) Entité juridique :

N° FINESS	<b>860010792</b>
Raison sociale	<b>Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés 86 (APAJH 86)</b>
Adresse	<b>25 Rue Saint Nicolas 86440 MIGNE AUXANCES</b>
Statut juridique	<b>61 – Association Loi de 1901 Reconnue d'utilité publique</b>

### 2°) Entité géographique :

<b>Entité établissement principal</b>	<b>E.A.N.M. « Foyer de Vie Les Minimes »</b>
<b>n° FINESS</b>	<b>860792944</b>
<b>Code catégorie</b>	<b>449 – Etablissement d'Accueil Non Médicalisé</b>
<b>Adresse</b>	<b>13 Rue Aimé Souché 86100 CHATELLERAULT</b>
<b>Capacité</b>	<b>42</b>

Discipline		Mode de fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
965	Accueil et accompagnement non médicalisé de personnes handicapées	11	Hébergement complet internat	117	Déficience intellectuelle	33
965	Accompagnement et accueil non médicalisé de Personnes handicapées	45	Accueil temporaire	117	Déficience intellectuelle	1
965	Accompagnement et accueil non médicalisé de Personnes handicapées	21	Accueil de jour	117	Déficience intellectuelle	8

**Article 3** : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'Aide Sociale.

L'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0210 du **28 JUL. 2022** fixe les conditions d'habilitation à l'aide sociale en vigueur.

**Article 4** : Cette autorisation est subordonnée, en application des dispositions de l'article L 313-6 du code de l'action sociale et des familles (CASF), aux conclusions favorables d'une visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement, telle que prévue aux articles D 313-11 à D 313-14 du CASF.

**Article 5** : La présente autorisation ne modifie pas la date de renouvellement de l'autorisation fixée au 3 janvier 2032.

Le renouvellement de l'autorisation de cette structure reste subordonné aux résultats de l'évaluation de la qualité des prestations délivrées, mentionnée à l'article L.312-8 du Code de l'action sociale et des familles et effectuée au moins deux ans avant l'expiration du délai de fonctionnement de 15 ans.

Conformément aux décrets 2022-695 du 26 avril 2022 et 2022-742 du 28 avril 2022, l'évaluation est effectuée par un organisme accrédité par le COFRAC ou tout organisme européen équivalent et selon un calendrier défini par les autorités en charge des autorisations. L'établissement devra transmettre l'évaluation au Département et à la Haute Autorité de santé.

**Article 6** : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département ([lavienn86.fr](http://lavienn86.fr)) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens» sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département ([lavienn86.fr](http://lavienn86.fr)) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 – 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens» sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

**Article 7** : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le 28 JUL. 2022

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON